

Direction du numérique

Service de l'attractivité

291 boulevard Raspail
75675 Paris cedex 14

tél. 01 44 34 35 68/66

M. Hugo Selnac
Chi-Fou-Mi Productions
12 rue Barbette
75003 Paris

Affaire suivie par :
Carl Thierry - tél. : 01 44 34 37 71

Paris,

Monsieur,

Par un courrier en date du 07 avril 2022, vous avez sollicité l'agrément provisoire afin de bénéficier du crédit d'impôt prévu à l'article 220 quaterdecies du code général des impôts (CGI) pour dépenses de production exécutive d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles pour l'œuvre suivante :

« Zone à Défendre »

Les renseignements et documents justificatifs qui ont été transmis et la consultation du comité d'experts qui s'est réuni le 07 juin 2022 permettent de valider que ce projet, à ce stade, remplit les conditions prévues par l'article précité, notamment :

- L'œuvre atteint le minimum de points requis au titre du barème culturel, dont le détail est fourni en annexe 1
- L'analyse des documents contractuels transmis valide votre statut de producteur exécutif pour la fabrication en France d'éléments de l'œuvre sus-citée ;
- Les dépenses françaises sont initialement prévues entre les mois de juin et août 2022. En tant que producteur exécutif, vous ne portez pas la responsabilité d'un décalage de ce calendrier, ni n'avez vocation à avoir connaissance de la date de mise à disposition de cette œuvre auprès du public dans son pays d'origine.

En conséquence, **cette œuvre ouvre droit au bénéfice du crédit d'impôt** pour les dépenses éligibles mentionnées au III de l'article 220 quaterdecies du CGI, et exposées à compter du **07 avril 2022**, date du dépôt de votre demande auprès du Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC).

Conformément à l'article 220 Z bis du code général des impôts, l'agrément définitif attestant que l'œuvre achevée a effectivement satisfait aux conditions d'éligibilité au crédit d'impôt, doit être obtenu au plus tard dans les vingt-quatre mois suivant l'achèvement des travaux effectués en France. Si l'agrément définitif n'était pas obtenu dans ce délai ou s'il apparaissait que les conditions définitives de la production exécutive n'étaient pas conformes aux dispositions législatives et réglementaires, le crédit d'impôt obtenu devra faire l'objet d'un reversement.

Par suite, il est précisé que dans l'attente de l'obtention de l'agrément définitif, la présentation du présent agrément provisoire est suffisante pour faire valoir votre droit au bénéfice du crédit d'impôt (Voir BOI-IS-RICI-10-40 § 100 et suivants).

Enfin, je vous informe que le générique de l'œuvre devra comporter la mention suivante, rédigée en français ou traduite dans la langue originale de l'œuvre :

« Cette œuvre a bénéficié du crédit d'impôt en faveur de la production de films étrangers en France. »

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le président et par délégation

ANNEXE 1 :

Pour être éligible, l'œuvre concernée doit atteindre un total d'au moins 18 points, incluant au moins 7 points dans la partie « Contenu dramatique ».

Relevé des points obtenus pour le bloc « Contenu dramatique »

N° Critère	01	02	03	04	05	06	07	08	Total des points obtenus dans le bloc « Contenu dramatique »
Points	4	3	1	3	0	2	0	2	15

Relevé des points obtenus pour le bloc « Créateurs et collaborateurs de création »

N° Critère	09	10	11	12	13	14	15	Total des points obtenus dans le bloc « Créateurs et collaborateurs de création »
Points	2	1	2	2	1	3	1	12

Relevé des points obtenus pour le bloc « Infrastructures de création »

N° Critère	16	17	18	19	20	Total des points obtenus dans le bloc « Infrastructures de création »
Points	3	0	1	1	2	7

Total des points : 34 points.

ANNEXE 2 :

Dossier de demande d'agrément définitif

La version actualisée du dossier de demande d'agrément définitif doit être demandée auprès du CNC. Ce dossier comporte à minima les documents suivants :

- un document comptable certifié par un commissaire aux comptes indiquant les dépenses engagées en France, en individualisant les dépenses éligibles mentionnées au III de l'article 220 du code général des impôts
- un document comptable indiquant le coût définitif de l'œuvre cinématographique ou audiovisuelle, ainsi que les moyens de son financement ;
- la liste définitive des auteurs précisant leur nationalité et, le cas échéant, leur qualité de résident français ;
- la liste définitive des artistes-interprètes précisant leur nationalité et, le cas échéant, leur qualité de résident français, ainsi que les personnages correspondants ;
- la liste définitive des personnels de la création et de la production précisant leur emploi, leur nationalité et, le cas échéant, leur qualité de résident français ;
- la liste définitive des industries techniques et autres prestataires de la création établis en France, précisant les travaux qui leur ont été confiés, ainsi que, pour chacun d'eux, la copie des factures ou autres pièces justificatives et, le cas échéant, la copie du contrat de prestation ;
- la copie de la déclaration prévue à l'article L.1221-10 du code du travail et du document en accusant réception par l'organisme destinataire ;
- la copie des bordereaux de déclaration des cotisations établis conformément à l'article R. 243-13 du code de la sécurité sociale ;
- la copie de la déclaration annuelle des données sociales établie conformément à l'article R. 243-14 du code de la sécurité sociale ;
- une attestation, par l'entreprise de production exécutive, de l'achèvement des travaux exécutés en France, précisant la date des derniers travaux ;
- la copie d'un courrier adressé par l'entreprise de production exécutive à l'entreprise de production étrangère indiquant le montant définitif des dépenses éligibles mentionnées au III de l'article 220 du code général des impôts qui ont été engagées en France ;
- une copie vidéo de l'œuvre.

ANNEXE 3 :

Obligations déclaratives et information du CNC

Conformément aux dispositions de l'article 220 Z bis, le crédit d'impôt est imputé en totalité sur l'impôt sur les sociétés dû par l'entreprise de production exécutive au titre de l'exercice au cours duquel les dépenses ont été exposées.

Ainsi, le montant du crédit d'impôt est à reporter chaque année dans votre déclaration d'impôt sur les sociétés.

Calcul du crédit d'impôt

Le crédit d'impôt est calculé en utilisant la démarche suivante :

Budget de production total de l'œuvre (Monde)		Montant	
		(1)	
Plafonnement à 80% du budget de production :	(1) x 80%	(2)	
Montant total dépensé en France		(3)	
Dépenses éligibles françaises		(4)	
Dépenses éligibles résiduelles réalisées hors France et hors pays d'origine de l'œuvre		(5)	
Total des dépenses éligibles	(4)+ (5)	(6)	
Application du plafond	Minimum entre (2) et (6)	(7)	
Autres aides publiques françaises reçues pour l'œuvre		(8)	
Base de calcul du crédit d'impôt	(7) – (8)	(9)	
Montant du crédit d'impôt	(9) x 30%	(10)	
Montant du crédit d'impôt si dépenses VFX éligibles supérieur à 2 000 000 €	(9) x 40%	(11)	

Vous veillerez à conserver à fins de contrôle le détail du calcul du montant du crédit d'impôt accordé et en particulier le détail du calcul des dépenses éligibles.

L'agrément définitif devant être obtenu au plus tard dans les vingt-quatre mois suivant l'achèvement des travaux en France, **il conviendra d'informer le CNC de la date d'achèvement des dépenses en France ou de la décision éventuelle de ne pas mener les travaux.**

ANNEXE 4 :

Respect du droit du travail et de la convention collective

Une attention particulière doit être apportée au respect du droit du travail et de la convention collective dont relève l'œuvre « **Zone à Défendre** »

En conséquence, vous veillerez à bien respecter ou faire respecter par votre client étranger :

- les délais et réglementations en matière d'obtention de visas, autorisations éventuelles de travail ou titres de séjour ;

- les horaires de travail sur le lieu de tournage, en particulier les amplitudes horaires et les pauses réglementaires ;